



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 25/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STLG RECYCLAGE

Zone Industrielle, rue des Prés Saint-Martin
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/26-0347
Code AIOT : 0006506766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 février 2026 dans l'établissement STLG RECYCLAGE implanté 179 rue du Port à Dammarie-les-Lys (77190). L'inspection a été annoncée le 06 février 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection portait sur le respect de l'arrêté préfectoral n° 2024/DRIAT/UD77/068 du 07 mai 2024 portant mise en demeure à l'encontre de la société STLG RECYCLAGE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STLG RECYCLAGE
- 179 rue du Port 77190 Dammarie-les-Lys
- Code AIOT : 0006506766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STLG RECYCLAGE exploite une installation de tri, transit, regroupement de déchets de métaux non dangereux et de déchets dangereux sur le territoire de la commune de Dammarie-les-Lys.

Initialement, la société MARCHETTO a été autorisée, par arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 250 du 13 septembre 1999, à exploiter une installation de stockage et de récupération de déchets de résidus métalliques, d'objets en métal et de carcasses de véhicules hors d'usage d'une superficie de 4 200 m², sur le territoire de la commune de Dammarie-les-Lys.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 223 du 17 août 2009 a interdit la société MARCHETTO d'exploiter une installation de stockage, dépollution et découpage de VHU sur son site de Dammarie-les-Lys jusqu'à l'obtention de l'agrément requis.

Par courrier préfectoral du 19 mai 2014, le Préfet de Seine-et-Marne a pris acte du bénéfice des droits acquis et du classement des activités exercées sur le site sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- 2713-1 « Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux », sous le régime de l'enregistrement,
- 2718-1 « Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux », sous le régime de l'autorisation.

La société SERVICES TRAVAUX LOCATIONS GÉRANCES (STLG) a repris l'exploitation du site situé rue du Port à Dammarie-les-Lys (77190) et précédemment exploité par la société MARCHETTO en date du 06 février 2017.

Par la suite, la société STLG RECYCLAGE a repris les activités de l'établissement de la société STLG suite à la déclaration de changement d'exploitant en date du 16 janvier 2020.

Enfin, la société STLG RECYCLAGE a procédé à une déclaration en date du 09 avril 2019 en vue d'exercer une activité de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux relevant de la rubrique n° 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'établissement étant de 900 m³.

Les activités de cet établissement sont réglementées par :

- l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 250 du 13 septembre 1999 autorisant l'exploitation d'activités de stockage et de récupération de déchets de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage,
- l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 223 du 17 août 2009 interdisant le stockage et le traitement de véhicules hors d'usage,
- l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de

déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Activités relevant de la rubrique n° 2714	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, dépôt de dossier	2 mois
4	Collecte et rejet des effluents	AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 1 ^{er} - point 4	Avec suites, Astreinte	Astreinte	/
6	Conditions particulières de chacun des rejets	AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 2 - point 2	Avec suites, Astreinte	Astreinte	/
7	Désenfumage	AP de Mise en Demeure du 07/05/2004, article 2 - point 3	Avec suites, Astreinte	Astreinte	/
9	Contractualisation avec un éco-organisme pour la gestion des DEEE	Code de l'environnement du 23/09/2024, article R.543-200-1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Activités relevant de la rubrique n° 2710	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 1 ^{er} - point 1	Avec suites, Astreinte	Levée de mise en demeure
3	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 1 ^{er} - point 2	Avec suites, Astreinte	Levée de mise en demeure
5	Réseaux de collecte des effluents	AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 2 - point 1	Avec suites, Astreinte	Levée de mise en demeure
8	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 07/05/2004, article 2 - point 4	Avec suites, Astreinte	Levée de mise en demeure
10	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I > 3.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11> I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 13 février 2026, l'inspection des installations classées a constaté que la société STLG RECYCLAGE n'a pas satisfait à l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2024/DRIAT/UD77/068 du 07 mai 2024 portant mise en demeure.

L'inspection des installations classées a également constaté la présence d'une activité d'entreposage de déchets de cartons, de plastiques ainsi que de bois (classe A et B).

Au regard de la nature et du volume d'entreposage des déchets constatés sur le site, l'activité relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2714 « *Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois* » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur au seuil de 100 m³ mais inférieur au seuil de 1 000 m³ de l'enregistrement.

Ainsi, l'exploitant de la société STLG RECYCLAGE est tenu de régulariser la situation administrative de l'installation exploitée en portant à la connaissance du Préfet les activités exercées au titre de la rubrique n° 2714 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par ailleurs, la société STLG RECYCLAGE envisage des modifications notables des installations exploitées sur le territoire de la commune de Dammarie-les-Lys.

À cet égard, il convient de porter à la connaissance du Préfet les modifications envisagées, conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités relevant de la rubrique n° 2714

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Régime de la déclaration
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Lors du contrôle du 13 février 2026, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une activité d'entreposage de déchets de cartons, de plastiques ainsi que de bois (classe A et B).</p> <p>Le volume de cette activité a été évalué supérieur à 100 m³.</p> <p>Il ressort par conséquent, au regard de la nature et du volume d'entreposage des déchets constatés sur le site, que l'activité relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2714 « <i>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois</i> » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur au seuil de 100 m³ mais inférieur au seuil de 1 000 m³ de l'enregistrement.</p> <p>Cette activité avait déjà été relevée lors de la précédente inspection du site réalisée le 12 septembre 2024 et avait fait l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, transmis à l'exploitant par courrier préfectoral n° E/24-2233 en date du 11 octobre 2024.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de porter à la connaissance du Préfet les modifications apportées aux activités, avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 1 ^{er} - point 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société STLG RECYCLAGE (SIREN : 838 924 645), dont le siège social est situé rue des Prés Saint-Martin à Montereau-Fault-Yonne (77130), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 179 rue du Port – Zone Industrielle Le Clos de Saint-Louis 77190 Dammarie-les-Lys, de satisfaire, sous un délai de deux mois, aux prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>article 9</u> qui impose que le ou les points d'eau incendie soient en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures, • [...].
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle, l'exploitant a justifié auprès de l'inspection des installations classées, par un courriel de la mairie de Dammarie-les-Lys du 26 septembre 2024, que les deux poteaux incendie (n° 54 et n° 55) situés à proximité du site étaient en mesure de fournir respectivement un débit de 120 m³ par heure pour l'année 2024.</p> <p>À l'issue du contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un courriel de la mairie de Dammarie-les-Lys, en date du 16 février 2026, attestant que les deux poteaux incendie sont en capacité de délivrer chacun un débit de 120 m³ par heure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 1 ^{er} - point 2
Thème(s) : Risques accidentels, Préventions des accidents et des pollutions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société STLG RECYCLAGE (SIREN : 838 924 645), dont le siège social est situé rue des Prés Saint-Martin à Montereau-Fault-Yonne (77130), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 179 rue du Port – Zone Industrielle Le Clos de Saint-Louis 77190 Dammarie-les-Lys, de satisfaire, sous un délai de deux mois, aux prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • <u>article 11-III</u> qui impose que le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol soit étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, • [...].
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que le sol bétonné des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses est visuellement en bon état.</p> <p>Le jour du contrôle, des travaux de dallage étaient en cours sur la partie à l'entrée du site. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courriel du 16 février 2026, un justificatif photographique attestant de l'achèvement desdits travaux.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que suite aux travaux de dallage de l'ensemble de la plateforme, les eaux de lavage ou les matières répandues accidentellement sont collectées dans des grilles avaloires et dirigées vers le séparateur hydrocarbure du site afin d'être traitées avant rejet au réseau communal. Toutefois, en cas de pollution accidentelle, la vanne guillotine est actionnée afin de retenir les matières répandues accidentellement au sein de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Collecte et rejet des effluents

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 1^{er} - point 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans l'eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société STLG RECYCLAGE (SIREN : 838 924 645), dont le siège social est situé rue des Prés Saint-</p>

Martin à Montereau-Fault-Yonne (77130), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 179 rue du Port – Zone Industrielle Le Clos de Saint-Louis 77190 Dammarie-les-Lys, de satisfaire, sous un délai de deux mois, aux prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé :

- [...],
- article 14 qui impose que le plan des réseaux de collecte des effluents fasse apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un plan des réseaux de collecte des effluents à jour lors du contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 5 : Réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 2 - point 1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte

Prescription contrôlée :

La société STLG RECYCLAGE (SIREN : 838 924 645), dont le siège social est situé rue des Prés Saint-Martin à Montereau-Fault-Yonne (77130), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 179 rue du Port – Zone Industrielle Le Clos de Saint-Louis 77190 Dammarie-les-Lys, de satisfaire, sous un délai de deux mois, aux dispositions visées aux articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 250 du 13 septembre 1999 susvisé :

- article 3.1.3 qui impose que les réseaux de collecte soient conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité,
- [...].

Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les caniveaux de collecte des effluents ou produits susceptibles d'y transiter sont bétonnés et visuellement en bon état. Il a également été constaté que les grilles de collecte n'étaient pas colmatées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Conditions particulières de chacun des rejets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2024, article 2 - point 2
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
Prescription contrôlée : La société STLG RECYCLAGE (SIREN : 838 924 645), dont le siège social est situé rue des Prés Saint-Martin à Montereau-Fault-Yonne (77130), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 179 rue du Port – Zone Industrielle Le Clos de Saint-Louis 77190 Dammarie-les-Lys, de satisfaire, sous un délai de deux mois, aux dispositions visées aux articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 250 du 13 septembre 1999 susvisé : <ul style="list-style-type: none"> • [...], • <u>article 3.I.6.3</u> qui impose que l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents définies dans l'article, • [...].
Constats : Suite à une réunion d'échange effectuée au sein de l'unité départementale de Seine-et-Marne le 10 septembre 2025, l'exploitant a transmis par courriel du 06 octobre 2025 à l'inspection des installations classées, les deux rapports d'analyses des eaux avant rejet, datés respectivement du 20 juin 2025 et du 14 août 2025. Toutefois, après examen des résultats communiqués, il apparaît que ces analyses ne respectent pas les valeurs limites en concentration auxquelles l'exploitant est tenu de se conformer avant tout rejet dans le réseau communal.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 7 : Désenfumage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2004, article 2 - point 3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
Prescription contrôlée : <p>La société STLG RECYCLAGE (SIREN : 838 924 645), dont le siège social est situé rue des Prés Saint-Martin à Montereau-Fault-Yonne (77130), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 179 rue du Port – Zone Industrielle Le Clos de Saint-Louis 77190 Dammarie-les-Lys, de satisfaire, sous un délai de deux mois, aux dispositions visées aux articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 250 du 13 septembre 1999 susvisé :</p> <ul style="list-style-type: none">• [...],• <u>article 3.V.2.2</u> qui impose que le bâtiment central soit muni d'un dispositif de désenfumage en partie haute sur 1 % de la superficie au moyen d'ouvrants. Ceux-ci sont à commande automatique et manuelle placée près des issues de secours,• [...].
Constats : <p>L'inspection des installations classées a constaté l'absence de dispositif de désenfumage au sein du bâtiment central de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2004, article 2 - point 4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
Prescription contrôlée : <p>La société STLG RECYCLAGE (SIREN : 838 924 645), dont le siège social est situé rue des Prés Saint-Martin à Montereau-Fault-Yonne (77130), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 179 rue du Port – Zone Industrielle Le Clos de Saint-Louis 77190 Dammarie-les-Lys, de satisfaire, sous un délai de deux mois, aux dispositions visées aux articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 250 du 13 septembre 1999 susvisé :</p>

- [...],
- article 3.V.2.3 qui impose qu'un contrôle soit effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défaut relevé dans les délais les plus brefs.

Constats :

Lors du contrôle, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le rapport de vérification périodique des installations électriques (Q18) ainsi que le rapport d'examen des installations électriques par thermographie infrarouge (Q19), les deux interventions ayant été effectuées en date du 06 janvier 2026.

Le rapport de vérification des installations électriques (Q18) fait apparaître 3 non-conformités, qui n'avaient pas encore été levées à la date de la visite d'inspection.

Néanmoins, l'exploitant a justifié lors du contrôle de l'intervention d'une société pour la levée de ces non-conformités au cours du mois de mars 2026.

À l'issue du contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courriel en date du 13 février 2026, les rapports desdites vérifications ainsi que le justificatif attestant de la levée des non-conformités avant la fin du mois de mars 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contractualisation avec un éco-organisme pour la gestion des DEEE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/09/2024, article R.543-200-1

Thème(s) : Situation administrative, Modalités de gestion des DEEE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

I. - Au sens du présent article, on entend par :

1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;

2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.

II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un

contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Constats :

Lors du contrôle, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une copie du contrat conclu avec un éco-organisme agréé pour la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Toutefois, l'exploitant a présenté un courriel d'échange avec l'éco-organisme EcoSystem indiquant que le site de la société STLG RECYCLAGE de Dammarie-les-Lys dispose d'un contrat depuis la fin de l'année 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre une copie du contrat conclu avec un éco-organisme agréé pour la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques dès sa réception.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Entreposage des produits et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I > 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation - entretien
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume des stocks (bornes, pignes, etc...). [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que, conformément aux engagements pris par l'exploitant à la suite de la précédente inspection du 12 septembre 2024, les aires de réception, de transit, de regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont bien distinctes et clairement repérées.</p> <p>Il a également été constaté que les zones d'entreposage sont clairement distinguées en fonction du type de déchets et de l'opération réalisée.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté que chaque flux de déchets est entreposé dans une zone délimitée par des blocs béton de type « légo ».</p> <p>Lors du contrôle, l'exploitant a indiqué que ces blocs, d'une hauteur unitaire de 80 cm environ, ont été empilés sur 4 niveaux afin d'atteindre une hauteur totale d'environ 3,20 mètres. Le personnel du site utilise la hauteur des murs délimitant chaque zone comme repère visuel afin d'évaluer le volume des stocks de déchets présents.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11> I

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduelles.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention adaptée au volume de stockage de ces liquides.

Toutefois, il a été constaté qu'un GRV de 1 000 litres contenant de l'AdBlue était sur une rétention quasiment pleine du fait d'une fuite du tuyau permettant de s'alimenter en AdBlue.

À l'issue du contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel en date du 16 février 2026, un justificatif photographique attestant que la rétention a été vidée. De plus, ce GRV a été déplacé sous l'auvent attenant au bâtiment de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification notable des installations
Prescription contrôlée : [...] II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]
Constats : Lors du contrôle, l'inspection des installations classées a constaté que des travaux de dallage étaient en cours à l'entrée du site, à proximité du bâtiment existant. L'exploitant a indiqué que ces travaux avaient pour objectif de créer une zone d'apport volontaire de déchets destinée aux particuliers. À l'issue du contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courriel du 16 février 2026, un justificatif photographique attestant de l'achèvement des travaux de dallage sur cette zone de l'installation. Il est rappelé que la création d'une telle plateforme relève de la rubrique n° 2710 « <i>Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</i> » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Conformément aux obligations prévues à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, toute modification notable apportée aux installations, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre, doit être portée à la connaissance du Préfet, <u>avant sa réalisation</u> , avec tous les éléments d'appréciation. Or la mise en place de cette modification notable des installations, n'a fait l'objet d'aucune information préalable auprès du Préfet de Seine-et-Marne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de porter à la connaissance du Préfet les modifications apportées aux activités, ainsi que les installations projetées, avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 2 mois